

Unité interdépartementale du Cher et de l'Indre  
Cité administrative  
Boulevard George Sand  
36000 Châteauroux

Châteauroux, le 08/10/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 17/09/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **CHIMICOLOR**

ZI - Route de Tours  
36500 Buzançais

Références : VI 17/09/2024 UD36 (SS)  
Code AIOT : 0010000515

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/09/2024 dans l'établissement CHIMICOLOR implanté ZI - Route de Tours 36500 Buzançais. L'inspection a été annoncée le 05/09/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- CHIMICOLOR
- ZI - Route de Tours 36500 Buzançais
- Code AIOT : 0010000515
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Installation de traitement de surfaces.

L'établissement est autorisé par l'arrêté préfectoral du n°99-E-623 du 16 mars 1999 complété par les arrêtés préfectoraux des 7 décembre 2007 (valeurs limites de rejets polluants) et 15 mars 2011 (RSDE).

Rubriques de classement de l'établissement soumises à autorisation au titre de la nomenclature des installations classées:

- 2565.2.a: Traitement des métaux par voie électrolytique ou chimique;
- 2940.3.a: Application, cuisson, séchage de peinture sur support métallique.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
12	Prévention de la pollution de l'air	Arrêté Préfectoral du 16/03/1999, article III.2.B.b	Demande d'action corrective	60 jours

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Suite de la précédente visite	Arrêté Préfectoral du 16/03/1994, article III.5.D.e	Sans objet
2	Suite de la précédente visite	Arrêté Préfectoral du 16/03/1999, article III.5.1	Sans objet
3	Suite de la précédente visite	Arrêté Préfectoral du 16/03/1999, article II.7	Sans objet
4	Prévention de la pollution de l'eau	Arrêté Préfectoral du 16/03/1999, article III.1.A	Sans objet
5	Prévention de la pollution de l'eau	Arrêté Préfectoral du 16/03/1999, article III.1.A	Sans objet
6	Prévention de la pollution de l'eau	Arrêté Préfectoral du 16/03/1999, article III.1.A	Sans objet
7	Prévention de la pollution de l'eau	Arrêté Préfectoral du 16/03/1999, article III.1.B.a	Sans objet
8	Prévention de la pollution de l'eau	Arrêté Préfectoral du 16/03/1999, article III.1.B.	Sans objet
9	Prévention de la pollution de l'eau	Arrêté Préfectoral du 16/03/1999, article III.1.C.a	Sans objet
10	Prévention de la pollution de l'eau	Arrêté Préfectoral du 16/03/1999, article III.1.D.a	Sans objet
11	Prévention de	Arrêté Préfectoral du 13/06/1999,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	la pollution de l'air	article III.2.A	
13	Prévention de la pollution de l'air	Arrêté Préfectoral du 07/12/2007, article 1	Sans objet
14	Prévention de la pollution de l'air	Arrêté Préfectoral du 16/03/1999, article III.2.D	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette visite figurent dans les tableaux ci-après:

## 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Suite de la précédente visite

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/03/1994, article III.5.D.e
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Installations électriques
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'installation électrique doit être conçue, réalisée et entretenue conformément au décret n° 88.1056 du 14 novembre 1988 relatif à la réglementation du travail et le matériel conforme aux normes françaises de la série NF C qui lui sont applicables.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la précédente visite du 19 avril 2021, l'inspection avait constaté: Les installations électriques de l'établissement ont été vérifiées les 7 et 8 juillet 2020 par la société CGS GESSEL. Le rapport de vérification (réf. 200707/M1/SH) fait état de 44 non-conformités dont 9 qui pourraient générer un risque d'incendie ou d'explosion. Afin de lever ces non-conformités, y compris la non-conformité sur l'éclairage datant de 2005, l'exploitant a réalisé un devis de travaux auprès de la société FORTEC en date du 02/10/2020 (réf. JB02102020/03).</p> <p>Les installations électriques de l'établissement ont été vérifiées par une société agréée en novembre 2023, le certificat Q18 délivré le 10 octobre 2023 suite à cette vérification indique que les installations électriques de l'établissement ne peuvent entraîner des risques d'incendie ou d'explosion.</p> <p><b>Constat: plus de risque d'incendie ou d'explosion.</b> L'inspection des installations classées rappelle que les non conformités listées dans les rapports de contrôle des organismes agréés doivent être corrigées et qu'un bilan des actions menées doit</p>

être tenu à sa disposition.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 2 : Suite de la précédente visite**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/03/1999, article III.5.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Dispositifs permettant l'évacuation des fumées
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les locaux sont équipés en partie haute de dispositifs permettant l'évacuation des fumées et gaz de combustion dégagés en cas d'incendie. Le dispositif de désenfumage est adapté aux risques particuliers de l'installation.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la précédente visite du 19 avril 2021, l'inspection avait constaté: "Le bon fonctionnement des dispositifs d'extraction des fumées n'est pas vérifié"</p> <p>Depuis la dernière visite d'inspection l'exploitant a installé une échelle qui permet d'avoir accès au toit de l'établissement. Les dispositifs de désenfumage ont été vérifiés par une société agréée le 11 avril 2024.</p> <p><b>Plus d'écart constaté.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 3 : Suite de la précédente visite**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/03/1999, article II.7
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Produits dangereux
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant tient à jour un état indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la précédente visite du 19 avril 2021, l'inspection avait constaté: "Le plan général des stockages des produits dangereux n'est pas annexé au registre des stockages".</p> <p>Le 17 septembre 2024, l'exploitant a présenté le plan général des stockages de produits dangereux à jour et daté du 5 décembre 2022.</p> <p><b>Plus d'écart constaté.</b></p>

Type de suites proposées : Sans suite
---------------------------------------

**N° 4 : Prévention de la pollution de l'eau**

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/03/1999, article III.1.A
---

Thème(s) : Risques accidentels, Prélèvements d'eau
--

**Prescription contrôlée :**

Les ouvrages de prélèvement sont équipés d'un dispositif de disconnexion afin d'éviter tout phénomène de retour sur les réseaux d'alimentation (eaux de nappe et distribution d'eau potable), à l'occasion d'une mise en dépression du réseau de prélèvement.

**Constats :**

L'établissement est doté de deux raccordements au réseau communal d'eau potable, un point de raccordement pour les eaux sanitaires et un pour les eaux de process.

Le raccordement des eaux de process est équipé d'un dispositif de disconnexion, le bon fonctionnement de ce dernier a été vérifié par une société agréée le 18 décembre 2023.

**Pas d'écart constaté.**

Type de suites proposées : Sans suite
---------------------------------------

**N° 5 : Prévention de la pollution de l'eau**

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/03/1999, article III.1.A
---

Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvements d'eau
---

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant établit un bilan annuel des utilisations d'eau à partir des relevés de ses consommations.

**Constats :**

L'exploitant suit régulièrement sa consommation d'eau, cette consommation est de 2 210 m<sup>3</sup> pour l'année 2023.

**Pas d'écart constaté.**

Type de suites proposées : Sans suite
---------------------------------------

**N° 6 : Prévention de la pollution de l'eau**

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/03/1999, article III.1.A
---

Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvements d'eau
---

**Prescription contrôlée :**

En cas de cessation d'utilisation du forage, l'exploitant prend les mesures appropriées pour l'obturation ou le comblement de cet ouvrage afin d'éviter la pollution des nappes d'eau souterraines.

<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant n'utilise plus l'eau du forage du site car la qualité de cette eau n'est pas adaptée au process de l'établissement. La tête de forage est verrouillée. L'exploitant devra informer l'Inspection en cas de mise hors service.</p> <p><b>Pas d'écart constaté.</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 7 : Prévention de la pollution de l'eau**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/03/1999, article III.1.B.a</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Rétentions</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les dispositions appropriées seront prises pour qu'il ne puisse y avoir, en cas d'accident de fonctionnement se produisant dans l'enceinte de l'établissement, déversement de matières qui par leurs caractéristiques et quantités seraient susceptibles d'entraîner des conséquences notables sur le milieu naturel récepteur.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le jour de la visite l'inspection n'a pas constaté de substance susceptible de créer une pollution des eaux et des sols stockée hors rétention.</p> <p><b>Pas d'écart constaté.</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 8 : Prévention de la pollution de l'eau**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/03/1999, article III.1.B.</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Plan des canalisations</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Un plan des réseaux de collecte des effluents, des canalisations de transport de produits dangereux faisant apparaître notamment : les secteurs collectés, les points de branchement, l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation, regards, avaloirs, poste de relevage, poste de mesure, vannes manuelles et automatiques, les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, isolement de la distribution alimentaire,...), les ouvrages d'épuration et les points de rejet de toute nature doit être établi, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et daté.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>l'inspection constate que l'exploitant dispose d'un plan des réseaux de l'établissement ; celui-ci est daté du 9 juin 2008.</p>

Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Prévention de la pollution de l'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/03/1999, article III.1.C.a

Thème(s) : Risques chroniques, Nature des effluents

Prescription contrôlée :

Les eaux vannes (EU) des sanitaires et des lavabos sont traitées en conformité avec les règles sanitaires et d'assainissement en vigueur.

Dès que le réseau d'assainissement communal le permettra, les EU devront y être raccordées.

Les eaux pluviales (Epp) et de ruissellement (Er) susceptibles d'être polluées (eaux de parking, de l'aire de lavage) sont raccordées à un bac débourbeur déshuileur correctement dimensionné avant rejet au réseau EP.

Les eaux industrielles (EI) issues des installations de traitements de surfaces des chaînes Dacromet et des chaînes de peinture(uniquement les eaux provenant des cuves de rinçages) rejoignent le réseau EP après traitements par la station d'épuration de CHIMICOLOR.

Toutes les autres EI sont considérées comme des déchets devant être traités conformément à l'article III.3.

Constats :

Les eaux sanitaires sont rejetées dans le réseau eaux usées de la commune.

Les eaux de ruissellement sont collectées puis traitées par un séparateur à hydrocarbures avant rejet dans le réseau eaux pluviales communal.

L'établissement ne rejette pas d'eaux industrielles, ces dernières sont traitées comme des déchets, la station d'épuration de l'établissement n'est plus utilisée par l'exploitant.

Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Prévention de la pollution de l'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/03/1999, article III.1.D.a

Thème(s) : Risques chroniques, Valeur limites du rejet

Prescription contrôlée :

Les caractéristiques des rejets provenant du **bac débourbeur déshuileur**, notamment la concentration journalière de chacun des principaux polluants seront inférieures ou égales aux valeurs prévues dans le tableau suivant :

Paramètre	Concentration maximale (mg/l)
DCO	300
DBO5	100



DBO5	100
MES	100
Hydrocarbures Totaux *	10

**Constats :**

Les dernières analyses sur les rejets aqueux de l'établissement ont été réalisées par une société agréée le 14 décembre 2023.

Les résultats sont:

DCO 137 mg/l

DBO5 4 mg/l

MES 11 mg/l

Hydrocarbures totaux < 0,05 mg/l

**Pas d'écart constaté.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 11 : Prévention de la pollution de l'air**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 13/06/1999, article III.2.A

**Thème(s) :** Risques chroniques, Captation

**Prescription contrôlée :**

Les poussières, gaz polluants ou odeurs doivent, dans la mesure du possible, être captés à la source et canalisés.

**Constats :**

Les rejets atmosphériques des installations sont captés puis évacués par des canalisations en toiture.

**Pas d'écart constaté.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 12 : Prévention de la pollution de l'air**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 16/03/1999, article III.2.B.b

**Thème(s) :** Risques chroniques, Caractéristiques des installations de traitement

**Prescription contrôlée :**

Installations	Nombre d'exutoires	Nature des rejets	Traitements
---------------	--------------------	-------------------	-------------

Atelier de TS	14	Vapeurs	Condensation des vapeurs et recyclage des condensats.
Cabines de peinture (poudre)	11	Poussières COV	Cyclone de récupération et filtration
(liquide)	COV	Filtres en cartons alvéolés	

#### Constats :

Suite au remplacement de la cabine de peinture qui a été mise en service au début du mois de septembre 2024 le plan des émissaires atmosphériques n'est pas mis à jour.

**Constat:** le plan des émissaires atmosphériques de l'établissement n'est pas à jour. L'exploitant n'a pas porté à la connaissance du préfet, dans le cadre de l'article R181-46 du code de l'environnement, le remplacement de la cabine de peinture.

#### Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les actions correctives permettant de répondre au constat

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 60 jours

#### N° 13 : Prévention de la pollution de l'air

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 07/12/2007, article 1

**Thème(s) :** Risques chroniques, Conditions particulières des rejets à l'atmosphère

#### Prescription contrôlée :

Les caractéristiques des rejets à l'atmosphère, après traitement et notamment le débit des effluents, les concentrations et les flux des principaux polluants, sont inférieures ou égales aux valeurs prévues dans le tableau suivant : cf tableau de l'article 1 de l'arrêté préfectoral du 07 décembre 2007.

#### Constats :

Les rejets atmosphériques de l'établissement ont été analysés par une société agréée le 15 septembre 2022, les résultats sont conformes aux VLE pour tous les paramètres.

Pas d'écart constaté.
Type de suites proposées : Sans suite

**N° 14 : Prévention de la pollution de l'air**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/03/1999, article III.2.D
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Surveillance des rejets a l'atmosphère
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Une campagne d'évaluation est menée lors de la mise en service des installations de façon à valider que les normes définies dans à l'article III.2.C.b soient respectées. Elle est réalisée par un organisme dont le choix aura été approuvé par l'inspecteur ; elle s'effectue sur un exutoire représentatif de chaque installation concernée. Cette campagne est renouvelée tous les trois ans.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les rejets atmosphériques de l'établissement sont analysés tous les trois ans, la dernière campagne d'analyses a eu lieu le 15 septembre 2022, la prochaine est prévue par l'exploitant en 2025.</p> <p>Pas d'écart constaté.</p>
Type de suites proposées : Sans suite